

Pot de rentrée de la section socialiste de Livry-Gargan

Samedi 27 septembre 2008

intervention de

Pascal Popelin

Vice-président du Conseil général
Premier adjoint au maire de Livry-Gargan

27 IX 08

Chers amis,

En cette période de rentrée politique, je voudrais évoquer devant vous la conception que je me fais de notre rôle et de nos devoirs de militants socialistes, à Livry-Gargan. Elle s'articule autour quatre grands axes :

- honorer la confiance renouvelée par nos électeurs lors des dernières élections cantonales et municipales,
- remplir notre mission démocratique d'opposants à la politique nationale conduite par le président de la République et son gouvernement,
- savoir faire entendre nos propositions autant que notre opposition,
- passer ensemble, dans de bonnes conditions, l'étape du Congrès de notre Parti.

Honorer la confiance renouvelée par nos électeurs lors des dernières élections locales est, pour moi, la première de nos responsabilités.

Le caractère inédit des résultats que nous avons obtenus, tant pour les municipales que pour les cantonales -avec des modes de scrutin et des configurations politiques différentes- l'ampleur de nos victoires, ne doivent pas nous conduire à considérer que tout est acquis, que nous avons tout réussi, ou que nous sommes parfaits. Ces élections ne nous confèrent qu'un seul devoir : celui d'être à la hauteur des scores que les Livryens ont bien voulu nous donner. J'ai confiance dans notre capacité collective à y parvenir, si nous savons poursuivre dans la voie tracée au cours des précédents mandats : fidélité à nos valeurs, respect scrupuleux des engagements pris, gestion sérieuse des problèmes qui nous sont posés, proximité et écoute de l'ensemble de la population, dans la diversité -et le caractère parfois contradictoire- de ses attentes et de ses besoins.

La nouvelle donne au sein de l'exécutif du Conseil général a d'ores-et-déjà permis aux socialistes d'imprimer leur marque, avec une gestion plus rigoureuse des finances départementales, avec le plan départemental de relance pour la création de places d'accueil en faveur de la petite enfance qui a été adopté par l'Assemblée départementale à l'unanimité sur ma proposition, par une meilleure réactivité en matière d'interventions techniques dans les collèges. Au plan départemental, je travaille actuellement à une présence expérimentale d'éducateurs de prévention spécialisée dans et autour des collèges, afin de contribuer à prévenir le décrochage scolaire, les violences ou les pratiques de racket. J'ai naturellement

veillé à ce qu'un des collèges de Livry-Gargan (le collège Léon-Jouhaux), figure parmi les 20 établissements où cette expérimentation sera proposée, sans doute d'ici à la rentrée des congés d'automne. S'agissant plus précisément de notre canton, au-delà l'inauguration du très beau collège Lucie-Aubrac la semaine dernière, plusieurs des 24 engagements que j'ai pris en mars dernier devant les électrices et les électeurs sont d'ores-et-déjà tenus ou en passe de l'être. Les travaux de la SEGPA du collège Léon-Jouhaux ont débuté, le Revenu de solidarité active est expérimenté à Livry-Gargan depuis le mois d'avril dernier, les travaux de la voie nouvelle sont bien avancés sur le tronçon Voltaire-Schuman, la réalisation de la piste cyclable et des aménagements paysagers le long de la ligne du T4 est en cours, la 2^e tranche des travaux de sécurisation et d'amélioration de la RD 116 devant l'école Benoît-Malon devraient démarrer dans quelques semaines. Quant à l'amélioration de la traversée de la RN3 au droit du centre nautique, des solutions techniques très intéressantes sont enfin proposées. Il ne reste plus qu'à obtenir l'inscription de ce projet le plus rapidement possible dans le budget départemental, ce qui n'est pas forcément la partie la plus facile du dossier.

Je serai plus bref sur les questions municipales, le magazine en rendant compte chaque mois. Quelques mots simplement pour rappeler que depuis les élections, la vidéosurveillance a été mise en fonctionnement, les vestiaires et le club house à proximité du terrain de rugby du parc des sports Alfred-Marcel Vincent sont sortis de terre, le superbe nouveau réfectoire du groupe scolaire Jacob a été inauguré officiellement hier soir et nous avons choisi lundi dernier le concepteur du projet de rénovation extension du gymnase Jacob dont les travaux débiteront en 2009. Avec Alain Calmat et toute votre équipe, nous allons poursuivre dans cette voie, en avançant, au cours des prochaines semaines, dans le complexe processus de préparation du budget communal pour 2009. Et je vais vous faire une confidence. Quand j'observe l'opposition locale, qui a voté les délibérations budgétaires lors du dernier Conseil municipal, qui a tantôt voté pour les projets de construction de logements sociaux (c'était lors du Conseil de jeudi dernier) tantôt s'est abstenue sur le même objet (c'était au Conseil de juin), qui enfin s'est partagée en deux sur le vote du vœu proposé par notre maire concernant le dossier du débranchement du T4, eh bien je me dis qu'il vaut mieux pour Livry-Gargan et les Livryens que ce soit nous qui ayons la charge des affaires communales, plutôt qu'eux !

Notre devoir de socialistes à Livry-Gargan consiste aussi à remplir notre mission d'opposants à la politique nationale conduite par le président de la République et son gouvernement.

La simple lecture du journal « Le Parisien » de ce matin, qui ne peut être taxé d'avoir la même ligne éditoriale que « L'hebdo des socialistes », fournit déjà de la matière. Depuis les élections présidentielles et législatives de 2007, soit il y a un tout petit peu plus d'un an, tous les indicateurs convergent vers l'échec : croissance en baisse, inflation en hausse, consommation en baisse, dette publique en hausse, construction de logements en baisse, déficit du commerce extérieur en hausse, production industrielle en baisse, déficit budgétaire de l'Etat en hausse, suppression d'emplois publics en hausse. Difficile de faire pire !

Pour justifier ces résultats calamiteux, deux arguments : l'héritage et la crise internationale. S'agissant de l'héritage, il nous appartient de rappeler à nos concitoyens qu'il s'agit tout de même de celui de la droite : à ceux qui auraient la mémoire courte, rappelons que de 2002 à 2007, Nicolas Sarkozy et été numéro deux du gouvernement, ministre tantôt de l'Intérieur, tantôt de l'Economie et des Finances et juste un tout petit peu président du l'UMP, le parti qui disposait de la majorité absolue au parlement, comme c'est toujours le cas aujourd'hui.

S'agissant de la crise internationale, elle est réelle mais elle n'explique pas tout. Je voudrais

prendre ce soir le seul exemple du caractère injuste et inefficace, pour ne pas dire nocif, du fameux paquet fiscal voté en toute urgence en juillet 2007 par les députés qui venaient d'être élus ou pour certains -malheureusement- réélus.

Que trouve-t-on dans le paquet fiscal ?

La défiscalisation des heures supplémentaires, dont on nous a dit qu'il traduisait en actes le fameux « travailler plus pour gagner plus ». Que constatent les experts économiques sur l'effet de cette mesure. Premièrement, que l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires est d'abord le fruit d'un effet d'aubaine : avant la réforme, beaucoup d'entreprises ne remplissaient tout simplement pas les bordereaux d'heures supplémentaires. Deuxièmement, que certains employeurs ont remplacé les augmentations et les primes par des heures supplémentaires puisque celles-ci sont exonérées de charges. Troisièmement que le recours à ces heures sup a incité de nombreux chefs d'entreprises à ne pas embaucher relançant ainsi l'augmentation du chômage ces trois derniers mois malgré un contexte démographique très favorable. Et que disent de leur côté les salariés ? Qu'ils travaillent effectivement plus, mais qu'ils ne voient pas grande différence sur leur feuille de paye.

Dans le paquet fiscal, il y a aussi la déductibilité des emprunts immobiliers, puisque le président de la République a dit qu'il voulait « une France de propriétaires », expression qui me fait penser personnellement à un album des Bidochons, pour ceux qui connaissent. Pour mettre en œuvre cette mesure très coûteuse (plus de 1 milliard d'euros par ans), la politique de la construction de logements sociaux a été délaissée. Ce n'est pas la priorité de la droite. Il suffit de tenir une permanence d'élu local pendant deux heures pour comprendre qu'il s'agit là pourtant, d'une urgence pour les Françaises et les Français. Je vous renvoie sur ce point à la lecture de la prochaine tribune de notre groupe dans le magazine municipal.

Restent les mesures sur les donations et l'exonération des droits de succession. C'est sur ce volet de la loi que les économistes sont les plus critiques. Par exemple, les donations étaient déjà exonérées à hauteur de 50 000€ et leur montant moyen était plutôt de 20 000€. Relever le plafond n'est donc qu'un moyen de repousser la barre, pour permettre aux familles les plus fortunées de donner d'avantage à leurs proches net d'impôt. Le discours officiel, c'est redonner du sens à la « valeur travail ». La politique effectivement menée, c'est favoriser la « valeur patrimoine », pour ceux qui ont la chance d'en avoir un, parce qu'ils se sont donnés la peine de naître, comme l'écrivait Voltaire en son temps.

Pour ne pas allonger, je vous fais grâce d'un couplet sur le bouclier fiscal, qui consiste pour l'Etat à rendre de l'argent aux contribuables les plus fortunés. Chacun comprend facilement qu'il ne s'agit là que de petits cadeaux entre amis.

Le coût de tout ceci ? 13 milliards d'euros dès cette année. Et quand la bise fut venue -je veux dire la crise internationale- la cigale Sarkozy ayant chanté tout l'été dernier sous les fenêtres de ses très riches amis personnels, s'en trouva fort dépourvue. A la différence du gouvernement socialiste espagnol qui vient d'élaborer un plan de relance injectant 20 milliards d'euros dans son économie, la droite n'a plus un sous vaillant pour faire quoi que ce soit. A peine dit-t-on timidement aux titulaires de comptes en banques qu'en cas de pépin, on leur garantira leurs dépôts, ce qui n'est en fait qu'une nouvelle illustration de la doctrine ultralibérale : privatiser les profits, nationaliser les pertes !

Afin d'éclairer nos concitoyens sur ces mécanismes -certes complexes mais pour autant très utiles à comprendre- nous ne pouvons pas compter sur Jean-Pierre Pernaut. Je vous invite

donc à faire ce travail d'opposant, avec vos mots, sur ce sujet et sur d'autres, pour que ce qui sépare une politique de droite d'une politique de gauche soit mieux perçu par nos concitoyens.

Critiquer en argumentant n'est pas stérile. C'est utile à la démocratie. Tout comme informer. Je veux donc vous parler aussi de ce qu'a fait le député UMP de notre circonscription durant l'année qui vient de s'écouler. Rassurez-vous, ça ne va pas prendre beaucoup de temps ! Il a notamment interrogé le gouvernement sur « la présence persistante de renards dans notre département », sur « la polémique qu'à suscité le choix du candidat français au concours de l'Eurovision 2008 », sur « la participation des apiculteurs aux travaux du Grenelle de l'environnement » ou encore sur la nécessité de « développer des actions fortes de prospection en Russie » afin d'en attirer la clientèle touristique vers notre pays. Tout ceci est rigoureusement vérifiable au Journal officiel de la République française, dans lequel ces moments d'anthologie de la vie parlementaire française figurent in extenso. Ça fait quand même plaisir d'être gouvernés !

Au-delà de la critique, les socialistes ont le devoir de faire entendre leurs propositions, autant que leur opposition.

Et de ce point de vue, j'avoue que je m'exaspère que le commentaire à la mode soit : « les socialistes n'ont pas de projet ».

Pour redonner de la compétitivité à notre économie, nous proposons d'encourager l'investissement par une modulation de l'impôt sur les sociétés, favorisant les entreprises qui investissent ou distribuent une partie de leurs bénéfices à leurs salariés, pénalisant celles qui spéculent avec leurs liquidités. Nous proposons la création d'un fonds national de participation destiné à soutenir les PME et PMI innovantes. Nous proposons de renouer un véritable partenariat financier entre l'Etat et les collectivités locales, qui sont les principaux investisseurs publics du pays.

Pour redonner du pouvoir d'achat aux Français, nous proposons une augmentation immédiate de 5% des petites retraites, une incitation fiscale à la baisse des produits de première nécessité, le conditionnement des exonérations de cotisations sociales pour les employeurs à la conclusion d'accord salariaux.

Pour préparer l'avenir, nous proposons de cesser la casse de l'Education nationale engagée avec la réduction drastique de ses effectifs enseignants, de rénover nos universités délabrées, de faire de nouveau de la recherche une priorité.

Et tout ça avec quel argent ? Tout simplement avec les 13 milliards du paquet fiscal qu'il convient de supprimer, tant ses effets sont désastreux. Vous le voyez, au PS, on n'a pas de leader -à moins que nous n'en ayons trop- mais on a des idées ! Notre Congrès devrait être l'occasion de les faire entendre.

Nous devons, et j'en termine par là, passer dans de bonnes conditions l'étape du prochain Congrès de notre Parti.

Il va nous occuper, à Livry-Gargan comme ailleurs, sans doute à Livry-Gargan un peu moins qu'ailleurs, jusqu'à la fin du mois de novembre. Nous connaissons le nombre de textes parmi lesquels nous aurons à choisir. Nous en connaissons les principaux auteurs. Nous en connaissons bientôt le contenu. Silencieux sur ces questions depuis que j'ai quitté toute fonction de responsabilité au sein du PS, ne me plaçant absolument pas dans la perspective d'une

quelconque candidature à quelque responsabilité interne que ce soit, j'ai la liberté et peut-être - l'ancienneté finissant par compter- le recul nécessaires à la sérénité.

J'ai longtemps signé des textes d'abord, vous demandant après de me suivre. Je n'ai rien voulu signer cette fois-ci avant de vous écouter. Je l'ai fait lors de notre dernière réunion de section, mais aussi personnellement avec beaucoup d'entre vous depuis plusieurs semaines et encore avec tous ceux qui le voudront d'ici à la fin de la semaine prochaine. J'aspire en effet au rassemblement le plus large possible au sein de notre section. Rien dans notre situation locale ne justifie la division ou l'éparpillement.

Ma ligne de conduite sera donc guidée par deux préoccupations :

- dégager une majorité locale de rassemblement très large sur le vote de la motion qui paraîtra la meilleure -ou la moins mauvaise !- au plus grand nombre, parce que notre section a besoin d'une direction forte d'une large légitimité, parce qu'elle a besoin de continuer de peser avec une voix qui porte dans le débat départemental,
- donner leur place à celles et ceux qui ne souhaiteront pas s'inscrire dans ce rassemblement sur le vote de la motion que nous choisirons, mais qui s'inscriront dans une volonté claire de maintenir notre unité locale, dont je crois que nous n'avons pas eu à nous plaindre, tant d'un point de vue politique, qu'électoral et convivial, depuis qu'elle règne au sein de la section de Livry-Gargan, c'est-à-dire depuis un bon moment déjà.

Et pour illustrer cette convivialité à laquelle, vous l'avez compris, je tiens tout particulièrement, je vous invite à lever ensemble le verre de l'amitié.